

**Assemblée générale**

Distr. générale  
2 mars 2012  
Français  
Original : anglais

**Soixante-septième session**

Point 131 de la liste préliminaire\*

**Planification des programmes****Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015****Deuxième volet : plan-programme biennal****Programme 14****Égalité des sexes et autonomisation des femmes****Table des matières**

	<i>Page</i>
Orientation générale . . . . .	2
Sous-programme 1. Appui aux organes intergouvernementaux et partenariats stratégiques . .	3
Sous-programme 2. Politiques et activités . . . . .	5
Textes portant autorisation du programme . . . . .	7

---

\* A/67/50.



## **Orientation générale**

14.1 L'exécution du programme est régie par la résolution 64/289, par laquelle l'Assemblée générale a créé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le plan stratégique d'ONU-Femmes (2011-2013) (UNW/2011/9) a été approuvé par le Conseil d'administration d'ONU-Femmes en juin 2011.

14.2 Dans sa résolution 64/289, l'Assemblée générale a également défini un cadre de travail reposant sur la Charte des Nations Unies, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, notamment ses 12 domaines critiques, les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et les instruments, normes et résolutions des Nations Unies qui appuient, concernent et favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation et la promotion de la femme. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est le principal instrument international relatif aux droits de l'homme qui s'intéresse à l'application effective du principe de l'égalité des femmes et des hommes. L'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de la condition de la femme donnent des orientations concernant les fonctions d'appui normatif; l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil d'administration donnent des orientations concernant les activités opérationnelles.

14.3 Le programme, dont l'orientation générale relève d'ONU-Femmes, a pour objectifs l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles; l'autonomisation et la promotion des femmes; et l'égalité entre les femmes et les hommes, pour en faire des partenaires bénéficiant, sur un pied d'égalité, des fruits du développement, de la protection de leurs droits fondamentaux, de l'action humanitaire et de la paix et la sécurité. Le programme contribue à la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'objectif 3, et d'autres objectifs de développement adoptés au niveau international dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En outre, ONU-Femmes soutient les aspects liés à l'égalité des sexes de tous les autres objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en venant en aide aux États Membres au niveau national s'ils en font la demande.

14.4 Au cours de la période 2014-2015, les activités menées dans le cadre du programme doivent viser en priorité à : a) accroître la participation et le rôle des femmes dans tous les domaines qui les concernent; b) élargir l'accès des femmes, en particulier des plus exclues, à l'autonomisation et aux possibilités économiques; c) lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles et élargir l'accès aux services destinés à celles qui en réchappent; d) renforcer les responsabilités des femmes dans le domaine de la paix, de la sécurité et de l'action humanitaire; e) établir des plans et des budgets plus axés sur l'égalité entre les sexes à tous les niveaux; f) concourir à l'élaboration de normes et politiques mondiales relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

14.5 Ainsi, le programme assurera, à l'échelle du système des Nations Unies, une coordination et des partenariats plus efficaces et plus économiques en faveur de l'égalité hommes-femmes. Afin d'éviter que les mêmes tâches soient exécutées deux fois dans les domaines de la paix et de la sécurité, les activités seront menées en coordination avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies,

notamment le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants. Ce programme permettra d'assurer une direction générale et d'asseoir les mécanismes de coordination, comme les organes thématiques interorganisations aux échelons mondial, régional et national, ainsi que de renforcer les instruments de coordination, comme les plans d'action à l'échelle du système, qui favorisent le respect du principe de responsabilité.

14.6 Le programme de travail d'ONU-Femmes est orienté par son plan stratégique pour 2011-2013 qui, quoique assorti d'échéances, repose sur une vision et des objectifs à plus long terme, allant jusqu'à 2017, et sur le principe de l'universalité de l'exécution des activités prévues. Le cadre stratégique pour 2014-2015 s'inspire de l'orientation qu'il est prévu de donner au nouveau plan stratégique d'ONU-Femmes pour 2014-2017 et correspond totalement à cette vision à long terme. Toute modification qu'il conviendrait d'apporter au présent cadre stratégique compte tenu du plan stratégique pour 2014-2017 devra être présentée en temps voulu aux organes intergouvernementaux compétents pour examen.

14.7 La stratégie de mise en œuvre du programme pendant la période 2014-2015 consiste essentiellement à regrouper les fonctions d'appui normatif, de mobilisation, de coordination, de développement des opérations et des capacités, de formation et de recherche, de sorte que l'appui des Nations Unies dans ces domaines produise des effets encore plus importants. Pour que l'orientation générale soit respectée, il faudra renforcer l'appui apporté aux États Membres à leur demande; améliorer la cohérence entre l'appui normatif apporté aux mécanismes intergouvernementaux internationaux et les conseils techniques et thématiques donnés aux partenaires nationaux au niveau des pays; et encadrer, coordonner et promouvoir l'application du principe de responsabilité du système des Nations Unies dans les activités que ses organismes mènent en faveur de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation et la promotion des femmes. La transversalisation de la problématique hommes-femmes à l'échelle du système des Nations Unies fait partie intégrante de la stratégie du programme.

## **Sous-programme 1**

### **Appui aux organes intergouvernementaux et partenariats stratégiques**

**Objectif de l'Organisation :** Donner plus d'ampleur à l'action des organes intergouvernementaux, établir de solides partenariats et assurer une coordination efficace dans les domaines de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et de la transversalisation de la problématique hommes-femmes

<b>Réalisations escomptées du Secrétariat</b>	<b>Indicateurs de succès</b>
a) Renforcement de la capacité des organes intergouvernementaux, en particulier la Commission de la condition de la femme, en ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes	a) i) Nombre d'activités visant à promouvoir la participation des États Membres aux travaux des organes intergouvernementaux,

et l'autonomisation des femmes, y compris la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale	en particulier la Commission de la condition de la femme  ii) Quantité de services consultatifs fournis aux États Membres pour l'établissement de rapports sur les mesures prises dans des domaines liés aux priorités de la Commission
b) Participation plus active d'organisations non gouvernementales aux activités de la Commission de la condition de la femme	b) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes afin de promouvoir la participation des organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a accréditées auprès de la Commission de la condition de la femme
c) Renforcement de la capacité des organismes des Nations Unies de tenir compte de la problématique hommes-femmes et de prendre des mesures ciblées pour que les femmes aient leur mot à dire dans les politiques et programmes des Nations Unies, en toute cohérence	c) i) Nombre d'initiatives prises par les organismes des Nations Unies, individuellement ou collectivement, pour intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs politiques, programmes et projets  ii) Nombre de mesures de gestion des ressources humaines qu'ONU-Femmes a préconisées ou qu'elle a aidé à mettre en œuvre dans les organismes des Nations Unies qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes
d) Renforcement de la capacité d'établir des partenariats pour accélérer la réalisation des objectifs que sont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	d) i) Nombre d'activités visant à ce que différentes parties prenantes contribuent à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes  ii) Montants versés au titre des contributions volontaires à ONU-Femmes

### Stratégie

14.8 La responsabilité de ce sous-programme incombe au Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques. La stratégie vise à :

a) Inciter les États Membres et les organes intergouvernementaux à soutenir activement l'exécution intégrale et effective des décisions relatives à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à la prise en compte systématique des questions connexes dans l'ensemble des programmes et politiques, en particulier ceux qui découlent des textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et d'autres instruments, normes et résolutions des Nations Unies qui appuient, concernent et favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation et la promotion de la femme, ainsi que des obligations faites par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

b) Apporter un appui fonctionnel et efficace aux mécanismes intergouvernementaux, en particulier à la Commission de la condition de la femme, en organisant des débats sur les principales questions touchant l'égalité des sexes, auxquels participent des représentants des gouvernements, de la société civile, du système des Nations Unies et du monde universitaire, ainsi que d'autres experts;

c) Aider les mécanismes intergouvernementaux à renforcer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les cadres normatifs et les plans directeurs de chaque secteur en faisant des propositions novatrices et en facilitant la participation de la société civile;

d) Faire mieux connaître et mieux comprendre les notions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en diffusant l'information et en sensibilisant les parties intéressées de différentes façons, notamment par les sites Web, les médias sociaux et les documents imprimés;

e) Promouvoir la participation et la contribution de la société civile, en particulier des associations de femmes, aux travaux de l'ONU concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en facilitant la participation, les consultations, l'information et la sensibilisation;

f) Encadrer et promouvoir la collaboration entre toutes les organisations du système des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en instaurant des synergies, en coordonnant les activités et en favorisant l'action collective; la collaboration au sein des équipes de pays des Nations Unies et des groupes thématiques concernés; et la création et la mise en œuvre de dispositifs d'application du principe de responsabilité;

g) Aider à améliorer la condition de la femme et à atteindre l'équilibre hommes-femmes dans les organismes des Nations Unies, notamment en encourageant l'équilibrage des effectifs et l'instauration de conditions de travail tenant compte des besoins des femmes et en suivant l'état de réalisation de ces objectifs;

h) Forger des partenariats stratégiques avec des parties prenantes d'horizons très divers, afin qu'ONU-Femmes ait accès à des ressources importantes, et renforcer ceux qui existent.

## Sous-programme 2

### Politiques et activités

**Objectif de l'Organisation :** Accélérer les progrès en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles et d'atteindre l'égalité des sexes, notamment dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de la paix et la sécurité

#### Réalisations escomptées du Secrétariat

#### Indicateurs de succès

a) Renforcement du soutien en faveur de l'application intégrale et efficace du Programme d'action de Beijing, des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard

a) i) Nombre de mesures prises par ONU-Femmes ou auxquelles l'entité concoure, à la demande des États Membres, en vue d'appliquer le Programme d'action de Beijing, les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée

des femmes et d'autres instruments, normes et résolutions des Nations Unies qui contribuent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation et la promotion des femmes

générale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les autres instruments, normes et résolutions des Nations Unies qui contribuent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation et la promotion des femmes

ii) Nombre d'activités menées par ONU-Femmes à l'appui des initiatives prises par les organismes des Nations Unies pour mettre en œuvre des programmes en faveur des femmes et de la paix et la sécurité

b) Renforcement de l'appui apporté aux acteurs nationaux, comme les mécanismes nationaux pour l'égalité des sexes, les organismes prestataires de services et les organisations de la société civile, pour promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la protection de leurs droits fondamentaux

b) i) Nombre de pays que l'on a aidé, à leur demande et par le renforcement de leurs capacités, à prendre en compte la problématique hommes-femmes dans leurs stratégies et plans nationaux, leur législation et leurs politiques, programmes et projets, conformément aux engagements pris

ii) Nombre de pays qui, à leur demande, reçoivent l'aide d'ONU-Femmes, en matière de renforcement des capacités, pour produire davantage de données nationales ventilées par sexe

c) Renforcement de la capacité d'encadrer et de coordonner le travail des organismes des Nations Unies au niveau des pays en aidant les États Membres à réaliser les engagements qu'ils ont pris dans le domaine de l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes

c) i) Nombre de mécanismes de coordination des Nations Unies portant sur l'égalité des sexes, dirigés ou codirigés par ONU-Femmes au niveau national

ii) Nombre de programmes et de cadres de développement des Nations Unies élaborés et mis en œuvre avec la participation ou l'aide d'ONU-Femmes

## Stratégie

14.9 Le sous-programme relève du Bureau des politiques et des programmes. La stratégie vise à :

a) Faire en sorte qu'ONU-Femmes fasse office de centre mondial pour le partage des connaissances et des données d'expérience sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, par la recherche, l'analyse et l'évaluation des tendances, y compris concernant les nouveaux problèmes et leurs incidences sur la situation des femmes;

b) Fournir aux États Membres, à leur demande, des conseils techniques et thématiques et un appui aux programmes, notamment par l'intermédiaire des bureaux de région et de pays, en vue de renforcer leur capacité d'élaborer, d'exécuter, de suivre, de perfectionner et d'évaluer leurs politiques, stratégies et plans d'action en matière d'égalité des sexes et de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans tous les domaines d'activité;

c) Apporter une aide aux États Membres qui le demandent, sous forme de campagnes de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités, pour promouvoir la réalisation des engagements qu'ils ont pris d'assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes conformément à leurs priorités nationales;

d) Fournir un encadrement, des compétences techniques et un appui en matière de coordination aux équipes de pays des Nations Unies et aux équipes régionales, notamment en encadrant, coordonnant et promouvant l'application du principe de responsabilité du système des Nations Unies dans les activités que ses organismes mènent en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

## Textes portant autorisation du programme

### *Résolutions de l'Assemblée générale*

34/180	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
50/42	Quatrième Conférence mondiale sur les femmes
50/203	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action
54/4	Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
54/134	Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
S-23/2	Déclaration politique
S-23/3	Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing
55/2	Déclaration du Millénaire
59/164	Amélioration de la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies
60/1	Document final du Sommet mondial de 2005
62/136	Amélioration de la condition de la femme en milieu rural
64/141	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
64/289	Cohérence du système des Nations Unies
65/1	Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

65/187	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes
65/189	Journée internationale des veuves
65/190	Traite des femmes et des filles
65/259	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011
66/128	Violence à l'égard des travailleuses migrantes
66/129	Amélioration de la condition de la femme en milieu rural
66/130	Participation des femmes à la vie politique
66/132	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
66/170	Journée internationale de la fille
66/216	Participation des femmes au développement

*Résolutions et décisions du Conseil économique et social*

76 (V)	Communications relatives à la condition de la femme
304 (XI)	Rapport de la Commission de la condition de la femme (quatrième session)
1992/19	Communications relatives à la condition de la femme
1996/6	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
1996/31	Relations aux fins de consultations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales
1999/257	Renforcement de la capacité de la Commission de la condition de la femme de continuer de mener à bien son mandat
2005/232	Déclaration de la Commission de la condition de la femme à l'occasion du dixième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
2006/9	Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme
2009/15	Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme
2009/16	Groupe de travail de la Commission de la condition de la femme chargé des communications relatives à la condition de la femme
2011/6	Transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies
2011/18	La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter



*Conclusions concertées du Conseil économique et social  
et déclaration ministérielle*

- 1997/2            Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (voir A/52/3/Rev.1, chap. IV.A)
- Déclaration ministérielle du débat de haut niveau sur la mise en œuvre des objectifs et engagements adoptés au niveau international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (voir A/65/3/Rev.1, chap. III.F)

*Résolutions du Conseil de sécurité*

- 1325 (2000)      Les femmes et la paix et la sécurité
- 1820 (2008)      Les femmes et la paix et la sécurité
- 1888 (2009)      Les femmes et la paix et la sécurité
- 1889 (2009)      Les femmes et la paix et la sécurité
- 1960 (2010)      Les femmes et la paix et la sécurité

*Conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme*

- 1996            Résolution 40/9. Réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques : pauvreté
- 1996            Les femmes et les médias
- 1996            La garde des enfants et autres personnes à charge, y compris le partage des tâches et des responsabilités familiales
- 1997            Les femmes et l'environnement
- 1997            L'accès des femmes au pouvoir et leur participation à la prise de décisions
- 1997            Les femmes et l'économie
- 1997            L'éducation et la formation des femmes
- 1998            La violence à l'égard des femmes
- 1998            Les femmes et les conflits armés
- 1998            Les droits fondamentaux des femmes
- 1998            Filles et petites filles
- 1999            Les femmes et la santé
- 1999            Mécanismes institutionnels
- 2001            Les femmes, les filles et le virus de l'immunodéficience acquise/syndrome immunodéficitaire acquis
- 2001            La situation des femmes et toutes les formes de discrimination, en particulier le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

2002	L'élimination de la pauvreté à l'heure de la mondialisation, notamment grâce au renforcement du pouvoir des femmes tout au long de leur vie
2002	Gestion de l'environnement et atténuation des catastrophes naturelles
2003	La participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin
2004	Le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité entre les sexes
2004	L'égalité de participation des femmes à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix après les conflits
2006	Renforcement de la participation des femmes au développement : instauration d'un environnement propice à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du travail
2006	Participation des femmes et des hommes, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux de la prise de décisions
2007	L'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des petites filles
2008	Financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes
2009	Le partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida
2011	L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation et à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein emploi et à un travail décent

*Décisions du Conseil d'administration*

2011/3	Plan stratégique de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour 2011-2013
2011/4	Pays les moins avancés